



Fédération Syndicale Unitaire
Enseignement - Recherche - Culture
Section des Pyrénées-Orientales
18 rue Antoine Condorcet 66000 PERPIGNAN

Déclaration FSU CTSD du 5 février 2018.

Ce CTSD a lieu dans un contexte très inquiétant. Le gouvernement multiplie les décisions et les annonces hostiles à la Fonction Publique et à ses agents: réintroduction du **jour de carence**, report de revalorisations, **gel du point d'indice**, développement de la rémunération au mérite, suppression de 120 000 postes accompagnée d'un plan de départ volontaire compensé par la généralisation de la **contractualisation** C'est un projet libéral qui est ainsi progressivement mis en oeuvre et qui vise les piliers du pacte républicain que constituent les services publics, le code du Travail et la sécurité sociale. Notre organisation, dans un cadre unitaire, ne restera pas sans réaction.

Au même moment dans notre ministère, M.Blanquer parle de nécessaire confiance. Quel paradoxe! Ou plutôt: "que de la com" quand le même ministre mène une politique réactionnaire et démagogique. A titre d'exemple, il affirme vouloir revaloriser les internats éducatifs et au même moment, dans le département, sa cheville ouvrière, Madame le Recteur, décide de mettre à mal une structure comme l'EREA. Elle prévoit de supprimer 7 à 9 postes de personnels formés qui seraient remplacés par des précaires, pour accompagner la grande difficulté scolaire. La FSU n'accepte pas ce type de procédé et se mobilise dans un cadre unitaire pour permettre à l'EREA de poursuivre sa mission dans des conditions sereines.

En janvier 2017, la FSU avait décidé de boycotter le CTSD sur les dotations de rentrée. En effet, nous dénonçons déjà des dysfonctionnements qui transformaient ce CTSD en chambre d'enregistrement et de constatation. Nous aurions pu faire exactement de même pour cette année 2018.

Nous dénonçons donc encore une fois le fait que ce CTSD, dont l'objet est de travailler sur les évolutions des dotations des collèges, au plus près du terrain, perd sa prérogative. Les élus de cette instance ne sont plus présents que pour constater des situations déjà largement diffusées, voire validées dans la plupart des collèges du département.

Nous avons néanmoins décidé de siéger car ce CTSD se déroule dans un contexte de mobilisation. Demain, 6 février, la FSU appelle à la grève. Dans le second degré, nous appelons nos collègues à se mobiliser contre :

- **Les moyens rabetés** : DGH en baisse ou insuffisantes en collèges comme en lycées. Nous y reviendrons.
- **Les conditions de travail dégradées** : classes surchargées, emplois du temps désorganisés, réunions imposées ...
- **La réforme du lycée, du bac et de l'orientation post-bac** : disparition des séries, menaces sur certains enseignements, semestrialisation, généralisation du contrôle continu, mise en place de « Parcours sup » : complexification de l'orientation et sélection à l'entrée des universités ...
- **Salaires amputés** : hausse de la CSG, gel du point d'indice, report de revalorisations prévues ...

Devant la multiplication des attaques gouvernementales, le temps de la riposte est donc venu.

Passons à l'analyse de fond. Cette rentrée 2018 dans les collèges de notre département se déroule dans un contexte de forte hausse démographique : 464 élèves supplémentaires par rapport aux prévisions de janvier 2017. Des augmentations importantes sont à souligner à Pons, Sévigné, Jean Moulin, Prades, Thuir et surtout Elne, Saint Cyprien, Toulouges et Millas.

Les dotations horaires augmentent : + 220 heures par rapport à janvier dernier, + 53 par rapport à septembre. Cette dotation apparaît confortable de prime abord. Elle est en réalité insuffisante. En effet, le H/E départemental baisse de 1.18 à 1.16. Ce qui traduit la réalité d'une pénurie de moyens sur le terrain. 17 collèges ont un H/E en baisse par rapport à janvier 2017, 22 par rapport à septembre!

10 collèges voient leur DGH baisser par rapport à janvier 2017, 18 par rapport à septembre. Certains établissements sont particulièrement touchés : Ille, Port Vendres, Canet, Arles, Le Soler, St André, La Garrigole ou Camus ...

Même si ce n'est pas l'objet de ce CSTD, la FSU tient à souligner la dégradation de la situation des lycées de notre département. Plus de 140 heures sont perdues pour 170 élèves prévus en moins. 6 lycées sur 10 voient donc leur DGH baisser : Picasso, Lurçat, Argeles, Arago, Prades et Céret.

La rentrée 2018, la première véritablement préparée par l'actuel gouvernement, s'annonce donc sous de sombres auspices de restrictions de moyens. C'est pour cela que demain nos collègues feront grève afin d'exprimer leur profond mécontentement.